

La vente du site pédagogique et agricole de Grignon rencontre une vive opposition

Samedi, une manifestation aux portes du château de Grignon, site d'AgroParisTech dans les Yvelines rassemblait les opposants à la vente du domaine pour le projet immobilier d'Altarea, retenu par le gouvernement.

Par [Rémi Barroux](#)

Publié aujourd'hui à 19h05, mis à jour à 20h21

Temps de Lecture 5 min.

- Favoris
-
- • Partage
- • • • • • • •

Article réservé aux abonnés



Manifestation à Thiverval-Grignon (Yvelines), samedi 11 septembre, contre la vente du château de Grignon et des centaines d'hectares de terres naturelles et agricoles pour un projet immobilier. PHOTO : R. BX

Ils étaient un peu plus de 500, samedi 11 septembre, devant les grilles du château de Grignon, dans les Yvelines, pour s'opposer à la vente par l'Etat du domaine qui héberge AgroParisTech. Une nouvelle démonstration, après les premières initiatives en 2016 contre l'arrivée du Paris-Saint-Germain, le club de football ayant envisagé d'en faire son nouveau centre, puis d'autres mobilisations dont, au printemps, le blocus du campus par les étudiants de 1^{re} année qui y résident.

Lire aussi [L'arrivée possible du PSG met en émoi un petit village des Yvelines](#)

Un site magnifique, fait de bois, de terres agricoles, du château du XVII^e siècle et de nombreux bâtiments qui le jouxtent. Un élément de patrimoine historique, agrologique et pédagogique que les manifestants ne veulent pas voir démembré par le projet immobilier d'Altarea, qui a, entre quatre projets déposés, été retenu.

A l'entrée du site, au bout de l'avenue Lucien Brétignières – ingénieur agronome qui fût directeur, à la fin du XIX^e siècle et début du XX^e siècle, de ce qui s'appelait alors Ecole impériale d'agriculture de Grignon –, habitants, étudiants et anciens de l'école, syndicalistes, militants associatifs, ceux engagés contre l'artificialisation des sols sur le Triangle de Gonesse ou sur le plateau de Saclay (là où s'installe AgroParisTech), et de nombreux élus se sont retrouvés pour dire leur colère devant le scénario retenu.

Le 11 août, la société Altarea annonçait avoir été « *désignée par l'Etat lauréat de l'appel à projet lancé pour l'avenir du site de Grignon* ». Un coup dur pour celles et ceux qui espéraient voir un autre projet triompher, « Grignon 2026 », mêlant campus international, incubateur, résidences universitaires, centre de conférences, autour de la transition agricole, l'alimentation, l'innovation..., porté par l'association Grignon 2000, qui regroupe des anciens élèves et la communauté de communes Cœur d'Yvelines (31 communes).

Pour un « vrai projet de territoire »

Acclamée, la maire de Thiverval-Grignon (1 100 habitants), Nadine Gohard, a exprimé le souhait que « *la vente ne se fasse pas et que l'Etat remette les choses à plat, que l'on porte un vrai projet de territoire* ». La promesse de vente doit être signée, fin septembre.

La maire de Thiverval-Grignon (Yvelines), Nadine Gohard, dans la manifestation, samedi 11 septembre, contre la cession à la société immobilière Altarea du site d'AgroParisTech.

PHOTO : R. BX

Pour Sophie Primas, sénatrice (Les Républicains) des Yvelines, venue délivrer un message de soutien du président du Sénat, Gérard Larcher, « *l'Etat s'est comporté de façon inacceptable vis-à-vis des élus et des citoyens, faisant tout en catimini, au cœur de l'été* ». « **On est sur un site particulier, on n'était pas contre le transfert d'AgroParisTech, ni contre le fait qu'il y ait un peu de privatisation car il faut assurer le portage financier du projet. Mais cela ne peut se faire sans une concertation avec les élus locaux, les agriculteurs, les associations et les étudiants et la communauté éducative** », ajoute la sénatrice.

Le site de Grignon, c'est 310 hectares dont 280 à vocation naturelle. Les 120 ha agricoles resteraient à la disposition de la ferme pédagogique qui, elle, n'est pas vendue. Le département se portera acquéreur des bois (133 ha). Mais qu'advient-il du château, des bâtiments et des dizaines d'hectares restants ?

Accusée de vouloir « bétonner » – « **Non au béton à Grignon** » **lit-on sur des banderoles** –, Altarea assure, dans un communiqué du 11 août, que « *les 275 hectares d'espaces naturels (...) sont entièrement protégés* ». Et met en avant l'installation « *d'un pôle d'innovation et de développement économique tourné vers l'agriculture et l'alimentation durable (...) sur 11 000 m² de bâti existant* ». Altarea annonce aussi la réalisation de « *100 logements dont 60 dans des bâtiments anciens réhabilités* ». Sans oublier, pour les seniors, une résidence service et un Ephad.

La preuve pour les opposants qu'il y aura de nouvelles constructions et, à terme, d'autres infrastructures pour les nouveaux habitants. « *Ils vont casser pour reconstruire, à part la façade du château qui est classée, tous ces travaux auront un coût écologique considérable. Et on peut être sûr que les nouveaux propriétaires loucheront sur les espaces naturels tout autour* », dénonce Marlène Stickel, 23 ans, étudiante en 3^e année à AgroParisTech.

« L'Etat vend les bijoux de familles »

Pour Joséphine Kollemansberger, maire (LR) de Plaisir (32 000 habitants), à quelques kilomètres de Grignon, « *l'Etat vend les bijoux de familles* ». « *L'idéal aurait été qu'AgroParisTech reste, mais ils s'en vont [la première rentrée à Saclay est prévue en septembre 2022]. Mais, céder le site pour un projet immobilier, et ne pas retenir celui qui avait le soutien des élus locaux et d'une partie de la communauté éducative est absurde* », dit l'élue.

Marlène Sticket, étudiante en 3^e année à AgroParisTech, refuse de voir le site de son école, le château de Grignon (Yvelines), démembré pour un projet immobilier. Le samedi 11 septembre. PHOTO : R. BX Article réservé à nos abonnés Lire aussi [A Grignon, les étudiants refusent que le domaine agricole et le château soient vendus au privé](#)

Présente à Grignon, Delphine Batho, députée (Deux-Sèvres) et présidente de Génération écologie, dénonce une « *opération de spéculation immobilière* ». « **On parle d'une vente par l'Etat à hauteur de 18 millions d'euros, selon Mediapart, pour une revente à la découpe, par appartement, qui pourrait atteindre 80 millions d'euros.** » Venu aussi à la manifestation, Yannick Jadot, député européen Europe Ecologie-Les Verts (EELV), défend la conservation

de ce patrimoine, « **qui abrite les archives de René Dumont** » (agronome et figure historique de l'écologie, décédé en 2001), et souligne le double langage du gouvernement qui parle d'arrêter l'artificialisation des sols et de respecter la biodiversité et permet à de tels projets de se réaliser.

Pour Julien Lacaze, président de Sites & Monuments, Altarea n'en est pas à un coup d'essai. « *Avec Histoire et Patrimoine, leur spécialiste de la "réhabilitation", ils acquièrent des châteaux, revendent à la découpe, promettant une défiscalisation, et réalisent des projets immobiliers destructeurs. Ils en sont à leur troisième château dans les Yvelines* », avance M. Lacaze.

Le ministère de l'agriculture assure n'être pas intervenu dans ce choix. « *Le projet de déménagement d'AgroParisTech remonte à 2008, sous Nicolas Sarkozy, et la cession de Claude Bernard [autre site de l'école à Paris] et de Grignon doit financer l'installation à Saclay. C'est la direction de l'immobilier de l'Etat [dépendant de Bercy] qui a mené ce dossier, nous ne sommes pas impliqués.* » Conscient cependant de la levée de boucliers générale, le ministre de l'agriculture, Julien Denormandie, a chargé, le 30 août, Gilles Trystram, le directeur général d'AgroParisTech, d'une mission de « *concertations avec la communauté éducative et académique, les Alumni [les anciens élèves], les collectivités locales, les associations, les autres acteurs scientifiques, éducatifs et économiques (dont agricoles) intéressés à un projet centré sur l'agroécologie, et d'engager pour ce faire les discussions avec Altarea-Cogedim porteur du projet retenu* ».

Mission de concertation

« *Nous allons discuter avec l'attributaire [Altarea] pour voir si tel un projet est possible. Encore faut-il que les différentes parties prenantes [Grignon 2026, étudiants, chercheurs, anciens élèves...] se mettent d'accord* », confie Gilles Trystram. Trop tard ? « *Nous demandons à l'Etat de renoncer à cette vente. Cela fait des mois que j'alerte MM. Castex et Denormandie. J'ai voté la loi "climat et résilience", car l'objectif de zéro artificialisation devait être atteint en concertation avec les élus locaux. Là c'est tout le contraire* », proteste Sophie Primas, la présidente de la commission des finances du Sénat.

De nombreux élus venus s'opposer à la vente du site de Grignon par l'Etat. Thiverval-Grignon, samedi 11 septembre. PHOTO : R. BX

Les opposants à la cession envisagent une manifestation le 30 septembre devant le ministère de l'agriculture. Et dans les groupes qui discutaient, à l'issue du rassemblement, des moyens d'action « *pour bloquer la vente* », et, si elle se fait, « *pour empêcher le projet de se réaliser* », le mot « **ZAD** » (**issu de la célèbre zone à défendre contre le projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes**) revenait fréquemment.

Rémi Barroux